

Les deux auberges de Bassins sont fermées

Le tenancier de l'Auberge Communale a abruptement cessé son activité le 31 mars. Le Restaurant de la Cézille avait annoncé sa fermeture à la même date

«Nous sommes dans l'embarras», avoue le syndic Didier Lohri. Son village n'a plus d'auberge depuis le début de la semaine. Les deux établissements ont fermé en même temps.

Sur le site de la Commune, un message sibyllin informe le public que la Couronne, auberge appartenant à la Commune et située au cœur du village, est fermé depuis le 31 mars. Par l'entremise de son avocat, le tenancier Remi Goguet a envoyé une résiliation de bail datée du 18 mars. Une fin abrupte qui a surpris tout le monde.

Au centre du conflit, un profond désaccord que les avocats des deux parties devront essayer de régler. La future rénovation de l'auberge semble au cœur du différend. Le bâtiment doit subir de profonds travaux d'assainissement, pour un montant de quelque 4 millions de francs. Ce que la Commune n'a pas l'intention

d'entreprendre dans l'immédiat, pour des questions budgétaires notamment. Elle a toutefois réalisé un avant-projet en prévision d'un chantier qui pourrait démarrer lors de la prochaine législature, en 2016 au plus tôt, selon le syndic.

Remi Goguet était arrivé à Bassins en 2011 quand son prédécesseur avait eu des ennuis de santé qui l'avaient obligé à remettre l'affaire. Son bail, dont il demande la résiliation, court jusqu'en 2016. Pour lui, la discussion avec les autorités n'est plus possible, ce qui l'a conduit à se retirer abruptement, comme l'a conseillé son avocat. Il demande que la Commune lui rembourse entre autres ses investissements effectués pour l'auberge, que ce soit en termes de matériel ou de mobilier, ainsi que le pas-de-porte.

Dans tous les cas, l'Auberge de la Couronne risque d'être fermée pendant plusieurs mois, le temps que l'affaire trouve un épilogue. La fermeture tombe d'autant plus mal que le 31 mars, le Restaurant de la Cézille a lui aussi fermé. La vente du bâtiment a poussé les restaurateurs à quitter l'enseigne qui existait depuis 1961. **R.E.**